

Brochure n° 3042 | Conventions collectives nationales

## ÉQUIPEMENTS THERMIQUES

IDCC : 998. | **EXPLOITATION D'ÉQUIPEMENTS THERMIQUES ET DE GÉNIE CLIMATIQUE**  
(Ouvriers, employés, techniciens et agents de maîtrise)

IDCC : 1256. | **ENTREPRISES DE GESTION D'ÉQUIPEMENTS THERMIQUES ET DE CLIMATISATION**  
(Cadres, ingénieurs et assimilés)

### **Avenant n° 1 du 8 juillet 2021**

à l'accord du 4 décembre 2020  
relatif aux mesures d'urgence en faveur de l'emploi  
et de la formation professionnelle  
(article L. 6332-1-3-3° du code du travail)

NOR : ASET2150840M

IDCC : 998

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**FEDENE,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**CGT ;**

**FO,**

d'autre part,

il est convenu ce qui suit :

### **Préambule**

Les partenaires sociaux, après avoir rappelé leur attachement aux dispositions de l'accord de branche du 4 décembre 2020 portant sur les mesures d'urgence, souhaitent renforcer le dispositif pour les entreprises de moins de 50 salariés.

C'est pour répondre à ce besoin que les parties signataires conviennent de modifier l'accord de branche du 4 décembre 2020 sur le dispositif mesures d'urgence.

## Article 1<sup>er</sup> | Dispositions modifiées de l'accord du 4 décembre 2020

Les paragraphes de l'article ci-dessous :

### « Article 3 | Entreprises de moins de 50 salariés

Au regard de l'objet du présent accord qui vise à faciliter le recours à la formation professionnelle pour aider les entreprises à faire évoluer les compétences au gré des mutations de la filière et du rythme de la reprise de l'activité, les entreprises de moins de 50 salariés bénéficieront :

- d'une priorité de financement jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2021 ;
- d'une prise en charge des frais de déplacement (hébergement et transport) dont le poids pourrait être un frein dans la mise en œuvre des actions de formation et notamment certifiantes plus longues. Ces frais sont remboursés sur la base d'un forfait :
  - transport : seront pris en charge prioritairement les frais inhérents aux transports en commun ;
  - et le cas échéant les indemnités kilométriques selon le barème fiscal (6 chevaux jusqu'à 5 000 km) ;
  - frais hôtel : Paris : 120 € ;
  - frais hôtel : province : 95 €.

L'entreprise prendra à sa charge les frais de repas.

Le montant alloué à ces entreprises ne pourra, sur cette période, excéder 20 000 €. »

## Article 2 | Durée en vigueur de l'avenant

Le présent avenant est conclu pour une durée déterminée. Il est applicable jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2021.

Les parties se retrouveront pour dresser un bilan à l'expiration de ce dernier.

## Article 3 | Entrée en vigueur de l'avenant

Le présent avenant entrera en vigueur le 8 juillet 2021.

## Article 4 | Dépôt et publicité

En application des dispositions des articles L. 2241-8 et L. 2241-17 du code du travail, les parties signataires indiquent expressément que l'objet du présent accord a pris en compte l'objectif d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

Le présent accord est fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour notification à chacune des organisations syndicales représentatives de salariés, dans les conditions prévues à l'article L. 2231-5 du code du travail, et déposé auprès des services centraux du ministre chargé du travail et du greffe du conseil de prud'hommes de Paris, dans les conditions prévues par l'article L. 2231-6 du même code.

*Fait à Paris, le 8 juillet 2021.*

(Suivent les signatures.)